

Courrier de la Marche Mondiale des Femmes - N° 144 - 13 novembre 2009

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche Mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien la MMF) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et à vos ami-es. Merci. <http://www.mmf.france.org>

SOMMAIRE

- 1 - **Maintien du centre IVG de l'hôpital Tenon : marche samedi 14 novembre**
 - 2 - **Rassemblement contre le rassemblement de « SOS tout petits » à Grenoble**
 - 3 - **Campagne contre les jouets sexistes 2009**
 - 4 - **Action contre les jouets sexistes : novembre - décembre 2009**
 - 5 - **Partout, des mobilisations contre le chômage, les précarités et les licenciements**
 - 6 - **Les mères seules à emploi précaire frappées par la crise**
 - 7 - **Les femmes, premières touchées par la précarité, premières victimes des injustices du budget 2010 - Communiqué Parti socialiste**
 - 8 - **Victoria, demandeuse d'asile nigérienne en précarité... suite - Communiqué Ardhis**
 - 9 - **USA : La réforme de la santé contre un amendement anti-avortement !**
 - 10 - **Mardi 17 novembre - Soirée débat à l'initiative du Collectif « Pas de bébés à la consigne ! »**
 - 11 - **Changement climatique et populations : J-30 avant le sommet de Copenhague**
 - 12 - **5eme Rencontre « Femmes du Monde en Seine-Saint-Denis » dans 20 villes du département**
 - 13 - **Spectacles et palabres, Association Libres terres des femmes**
 - 14 - **Deux soirées-débats à l'Espace Simone de Beauvoir - Nantes**
 - 15 - **Etudes féministes et études sur le genre en 2009 - Colloque ANEF**
 - 16 - **Revisiter la querelle des femmes : les discours sur l'égalité/intégralité des femmes et des hommes, de la renaissance aux lendemains de la révolution française**
-

MOBILISATION

1 - **Maintien du centre IVG de l'hôpital Tenon : marche samedi 14 novembre**

Le collectif unitaire du XX^{ème}, constitué de l'Association pour les Droits des Femmes XX^{ème}, d'AC, d'APEIS, d'Alternative libertaire, ATTAC XX^{ème}, la CADAC, la FASE, Femmes Libres, Femmes Solidaires, du PCF, de la LDH XX^{ème}, du PS, du PG, le MRAP, le NPA, du Planning Familial, Plurielles Algérie, les syndicats CGT et SUD-santé de Tenon, les Verts, mobilisé depuis 2 mois pour le maintien du Centre d'IVG de Tenon, se félicite d'une première avancée obtenue auprès de l'hôpital Tenon, avec la réouverture du Centre de planning de l'hôpital, qui devrait assurer une information et une réorientation des femmes souhaitant faire pratiquer une interruption volontaire de grossesse.

Toutefois nous considérons que le compte n'y est pas. Il faut rappeler qu'aujourd'hui : 3 Centres d'IVG, Jean Rostand, Broussais, Tenon ont fermé leur porte. Un 4^{ème} devrait suivre : le Centre d'Avicenne à Bobigny. Ces quatre centres assuraient près du quart des IVG de l'Ile de France.

Ces décisions se prennent au mépris du droit des femmes de choisir d'avoir un enfant ou non et de pouvoir décider de faire pratiquer une interruption volontaire de grossesse.

Nous réaffirmons notre exigence de l'application de la loi hospitalière de 1979 à Tenon comme ailleurs. Nous refusons la logique politique libérale qui vise à rentabiliser l'hôpital public au détriment de notre santé et conduit à la suppression des Centres d'IVG parce qu'insuffisamment rentables.

Nous continuerons à informer la population de l'Est parisien et à nous adresser aux élus du 20^{ème} pour leur dire que l'organisation d'un meilleur accueil des femmes ne saurait servir d'alibi à la fermeture du Centre d'IVG.

Le collectif unitaire appelle à renforcer la mobilisation et à le rejoindre dans les actions qu'il organise, à participer en particulier à la marche qui se déroulera le 14 Novembre, à partir de 10h30 de l'hôpital

Trousseau à l'hôpital Tenon, pour le maintien des Centres d'IVG de proximité.

Contacts : Josée 01 40 30 12 22 , Jeanine 01 43 70 88 37, assodroitsdesfemmes20@laposte.net

2 - Rassemblement contre le rassemblement de « SOS tout petits » à Grenoble

Samedi 14 novembre, comme chaque année, les catholiques intégristes de l'association «SOS Tout-Petits» organisent une prière publique pour demander pardon à Dieu «du meurtre des enfants dans le ventre de leurs mères».

Plus de 30 ans après la loi Veil, légalisant l'avortement, des obscurantistes refusent encore et toujours aux femmes le droit de disposer librement de leur corps en condamnant l'avortement et la contraception. De plus, ils prônent un schéma réactionnaire et patriarcal de la famille et de la société.

Nous n'avons pas cette conception de la place de chacun-E dans notre société et revendiquons la liberté de choisir. Notre corps nous appartient, nous ne laisserons personne décider de nos vies.

Nous luttons pour :

- la contraception et l'avortement libres et gratuits ;
- le libre choix de nos sexualités ;
- la remise en question de la distribution des rôles sociaux en fonction du sexe ;
- le respect de nos choix de vie.

Mobilisons-nous contre l'ordre moral, l'avortement: un droit, mon choix, notre liberté !

Rassemblement samedi 14 novembre à 14h30, place Pey Berland

3 - Campagne contre les jouets sexistes 2009

- Débat à Reims le vendredi 4 décembre : 20h30 à la librairie le Cri du Peuple

- Débat à Paris le jeudi 17 décembre : 19h à l'Hélicon café 99 rue de Charenton Paris 12ème

- Action à Paris le samedi 19 décembre : rendez-vous 14h place du Châtelet, métro Châtelet

À noter aussi quelques manifestations autour du 25 novembre (journée internationale contre les violences faites aux femmes) qui peuvent vous intéresser :

- le 25 novembre, marches de nuit à Caen (mixte, rdv à 20h place Bouchard), et Grenoble (non-mixte, 20h place St-Bruno,

<http://grenoble.indymedia.org/2009-10-29-Manifestation-de-nuit-en-non>),

- Action la nuit du 28 novembre action à Paris, contacter le collectif "marche de nuit" : marchedenuit2008@gmail.com.

Collectif Contre le Publisexisme, 145 rue Amelot 75011 Paris, contrelepublisexisme@samizdat.net

<http://publisexisme.samizdat.net>

4 - Action contre les jouets sexistes : novembre - décembre 2009

Mode d'emploi, prend 5 minutes ! Il s'agit simplement de compléter :- votre nom-prénom, vos coordonnées, l'indication de votre relation avec un enfant pour signaler à la HALDE que vous êtes concerné-e (soit que vous êtes parent, soit que vous avez un enfant dans votre entourage), le nom et l'adresse d'un magasin qui pratique l'affichage sexué (et sexiste) des jouets que vous signalez à la HALDE.

- Vous signez et vous envoyez le courrier par la poste au Service Promotion de l'Egalité, HALDE, 11 rue St. Georges, 75009 PARIS

- Vous envoyez à Mix-Cité soit un double par courrier électronique ou postal, soit tout simplement un courrier électronique intitulé "Action jouets 2009" dans lequel vous nous indiquez seulement la date d'envoi de votre courrier à la HALDE et l'adresse du magasin de jouets signalé, pour que nous puissions centraliser le tout. (contact@mix-cite.org)

Nota bene : Le Service Promotion de l'Egalité recueille les suggestions, les bonnes pratiques, et reçoit les demandes d'initiative. Nous ne pouvons pas saisir la HALDE directement si nous ne sommes pas à titre individuel victime d'une discrimination et si nous ne pouvons pas apporter de preuves du préjudice subi. C'est pour ces raisons que nous avons préféré envoyer ce courrier à ce service, plutôt que de saisir la HALDE. Nous avons fait un relevé sur quelques magasins parisiens, dont nous pouvons vous

communiquer l'adresse si vous n'avez pas le temps de regarder par vous-même. Mais le mieux serait vraiment d'aller repérer par vous-même pour qu'on répertorie un maximum d'enseignes et de villes en France.

Envoyez au plus vite vos courriers, de préférence durant tout le mois de novembre. Nous comptons diffuser un communiqué de presse fin novembre sur cette action et il faut que la HALDE ait déjà reçu un maximum de courriers.

5 - Partout, des mobilisations contre le chômage, les précarités et les licenciements, culminant le 5 décembre 2009

Répondant à l'appel du Collectif Droits Nouveaux (qui regroupe plus de 15 organisations de chômeurs, précaires, et syndicales) et des États Généraux du Chômage et de la précarité de mai dernier, un peu partout en France des collectifs se mobilisent, déjà existants (notamment à l'initiative d'AC ! ou du MNCP et de l'APEIS) ou nouvellement créés, pour mener différentes actions fin octobre et dans la quinzaine du 20 novembre au 5 décembre.

Ces collectifs dénoncent le chômage, les précarités sous leurs diverses formes (emploi, logement, santé, papiers..) et les licenciements qui se succèdent en rafale, et veulent faire entendre la voix des chômeurs et des précaires, des salariés en lutte, des mal logés, des sans-papiers. En effet, premiers touchés par la crise, ceux-ci sont inaudibles et aucune mesure gouvernementale ne répond à leurs attentes. Ce n'est pas le RSA, placebo et encouragement à des emplois en miettes, qui apportera une réponse à la hauteur de la situation !

Leurs revendications sont d'obtenir la mise en place d'un statut de vie sociale et professionnelle assurant à tous, avec ou sans emploi, un revenu décent ; l'arrêt des licenciements et une législation sociale assurant à tous soit des emplois convenables, soit un revenu décent; un plan de création d'emplois socialement utiles et écologiquement soutenables, notamment dans les services publics, ainsi qu'une réduction massive du temps de travail ; le droit au logement et la régularisation de tous les sans papiers sans exception. Ils demandent aussi la suppression du 39.49 et l'arrêt des radiations de Pôle Emploi.

Des actions d'occupation d'agences de Pôle Emploi se multiplient, notamment les 28, 29 et 30 octobre : Paris, Rennes, Marseille, Caen, Bordeaux, Lyon, Grenoble, Lille... Usagers de Pôle Emploi et salariés se rejoignent pour dénoncer la dérive du service public de l'emploi mis à mal par la fusion ASSEDIC-ANPE. Dans de nombreuses autres villes, des collectifs se créent chaque jour.

Ces actions et mobilisations aboutiront le 5 décembre à une manifestation nationale, à Paris et en région, contre le chômage, les précarités et pour la justice sociale, à l'appel de quatre organisations de chômeurs et précaires (AC !, APEIS, CGT-Chômeurs et MNCP) et soutenue par tous les partis de gauche de la gauche.

La mobilisation se poursuivra au-delà du 5 décembre par un appel aux partis politiques, dans le cadre de la campagne des régionales, pour obtenir une législation créant ce statut de vie sociale et professionnelle. D'ores et déjà, c'est un nouveau mouvement des chômeurs et des précaires qui se constitue, mêlant différentes générations et cultures politiques.

Collectif des droits nouveaux

TEXTES

6 - Les mères seules à emploi précaire frappées par la crise - lefigaro.fr

Dans son rapport, le Secours catholique note les difficultés toujours plus importantes de ces femmes, touchées par la chute des propositions de travail en intérim.

C'est une conséquence directe de la crise économique. Après deux années de baisse consécutives, le nombre de personnes accueillies par le Secours catholique est reparti à la hausse. Dans un rapport publié jeudi et portant sur l'année 2008, l'association caritative affirme avoir reçu 633.000 foyers en difficulté (780.000 adultes et 670.000 enfants), soit 2,3% de plus que l'année précédente. «Ces personnes, que nous voyons dans nos accueils aujourd'hui, viennent pour une aide financière parce qu'elles ne bouclent pas le mois», explique François Soulage, président national.

* Les femmes les plus touchées.* Dans le détail, le Secours catholique note une «précarité féminine» en «constante augmentation ces dernières années». «Les femmes sont frappées de plein fouet par la crise et par la pauvreté», insiste le rapport. En 2008, 54,4% des adultes rencontrés étaient des femmes. Et six femmes sur dix accueillies vivaient seules, avec ou sans enfant. Les «jeunes mères», au niveau de vie bien en deçà du seuil de pauvreté, représentaient près d'un tiers des femmes rencontrées. Les conséquences de la crise sur l'intérim et sur les contrats précaires - où les femmes sont sur-représentées - en font des victimes de première ligne.

* Les personnes ayant un emploi pas à l'abri.* Par ailleurs, 90% des personnes accueillies en 2008 par le Secours catholique vivaient sous le seuil de pauvreté, alors que la proportion de personnes qui ont un emploi progresse depuis 2004, passant de 19,3% à 20,9%. Parmi ces personnes, 38,3% occupaient un emploi à temps partiel (y compris des emplois aidés).

* De plus en plus de «50 ans et plus». *Dans son rapport, l'organisation caritative affirme que «le phénomène le plus marquant de ces dix dernières années est l'augmentation, dans les accueils, de la part des personnes âgées de 50 ans et plus». En moins de dix ans, leur proportion est passée de 6,8% à 8,4%.

* +12,5% aux Restos, +20% au Secours populaire. *Ces tendances concordent aux chiffres des Restos du Cœur, qui a accueilli en 2008 12,5% de personnes de plus qu'en 2007, et à ceux du Secours populaire, qui assure devoir face à une explosion des demandes d'aides depuis deux ans (+20% en moyenne par an). Le Secours catholique prône des mesures d'accompagnement, notamment une amélioration des gardes d'enfants permettant aux femmes de postuler à des emplois de service, en particulier à la personne. L'association demande également «une revalorisation forte de l'allocation pour parents isolés», la poursuite des emplois aidés et une aide aux jeunes de moins de 25 ans sans emploi.

7 - Les femmes, premières touchées par la précarité, premières victimes des injustices du budget 2010 - Gaëlle Lenfant - Parti Socialiste

Les personnes âgées, les femmes et plus particulièrement les mères de famille monoparentales sont de plus en plus nombreuses à être frappées par la pauvreté comme en témoigne une étude faisant état des personnes accueillies par le secours catholique.

Alors que les femmes sont particulièrement touchées par la pauvreté, le projet de loi de finances pour 2010 prévoit de baisser le financement des actions à destination des familles vulnérables et monoparentales. Les crédits du projet de loi de finances pour le soutien en faveur des familles monoparentales subissent une baisse drastique de 72,7 % par rapport au projet de loi de finances pour 2009. Les crédits destinés à l'accompagnement des familles dans leur rôle de parents diminuent eux de 6,48 %, alors que dans le budget 2009 ces crédits baissaient déjà de 32,75 %.

Dans 85 % des familles monoparentales, la charge de l'éducation des enfants revient à la mère. Du fait de la plus forte implication des femmes dans les tâches domestiques, mais aussi des préjugés sexistes et traitements discriminants, elles sont de manière générale les premières concernées par les contrats précaires, les CDD, le travail à temps partiel et donc les bas revenus. Comme le note le rapport du secours catholique, le fait de travailler ne suffit plus à faire rempart contre la pauvreté.

Après avoir été les premières victimes de la casse du code du travail, les femmes voient maintenant leurs acquis en matière de retraite menacés. Face aux inégalités existantes entre les femmes et les hommes (en moyenne un écart de 600 euros en matière de retraites), il est incompréhensible que le projet de loi de finance de la sécurité sociale remette en cause la majoration de durée d'assurance des mères de familles.

Le Parti socialiste demande au gouvernement de revenir sur ces choix injustes. Pour financer ses cadeaux fiscaux aux plus riches, il est obligé de rogner sur le soutien aux femmes et aux ménages précaires..

Dans les collectivités territoriales qu'ils dirigent, les socialistes rappellent qu'ils promeuvent des politiques différentes afin de lutter contre les discriminations dont sont victimes les femmes. Les socialistes agissent pour le maintien et le développement des services publics -garde d'enfants, soutien aux familles, centres d'hébergement- car les femmes sont aussi souvent les premières victimes de la remise en cause des services sociaux. Lorsque des régions socialistes donnent priorité à la formation

des femmes en situations précaires, victimes de violences ou en charge de familles monoparentales, là encore, il s'agit d'un combat pour l'égalité femmes - hommes.

Communiqué de Gaëlle Lenfant, Secrétaire nationale adjointe Droits des femmes Parti Socialiste

8 - Victoria, demandeuse d'asile nigérienne en précarité... suite - Communiqué Ardhis

En septembre dernier, nous faisons appel à votre générosité au sujet de Victoria. En 2007, cette jeune femme nigérienne avait fui son pays et les persécutions qu'elle y subissait en tant que lesbienne. La demande d'asile qu'elle a déposé en octobre 2007 ayant été rejetée par l'OFPRA, Victoria a déposé un recours auprès de la Cour Nationale des Demandeurs d'Asile.

Depuis le début 2009, elle vivait sans domicile fixe et ne pouvait donc pas se reposer comme l'imposait son traitement médical. Nous avons sollicité votre aide et les réactions à notre appel ont dépassé largement notre espérance : en effet, plus de 1.200 euros de dons ont permis à Victoria d'être logée en hôtel du 24 septembre au 4 novembre. Elle vient de quitter l'hôtel et a pu heureusement trouver une solution de colocation stable et peu onéreuse sur la proche banlieue. La somme a été dépensé pour le financement de sa chambre d'hotel et continue de l'aider pour le financement de son loyer actuel.

Nous sommes très heureux de cette mobilisation financière spontanée de la part de personnes qui, pour certaines, ne connaissaient pas l'action de l'Ardhis. Nous vous transmettons la gratitude de Victoria.

L'Ardhis rappelle cependant que cette situation individuelle, bien que particulièrement aigüe étant donnée la maladie, n'est pas une situation isolée : aujourd'hui nombre de demandeurs d'asile sont sans logements stables. Ils sont donc dépendants de la solidarité éventuelle de leur communauté, ce qui n'est pas chose évidente pour une personne homosexuelle ou transsexuelle.

Pour Victoria, une bonne nouvelle est arrivée entre temps : après 2 audiences annulées en janvier puis en juin dernier, faute d'interprète que la Cour n'avait pas convoquée, l'audience de Victoria est à nouveau programmée le 26 novembre prochain à la Cour Nationale du Droit d'Asile (audience publique).

L'Ardhis organise une rencontre avec Victoria ce samedi prochain, le 14 novembre à 14h30, en marge de la permanence Asile de l'association. N'hésitez donc pas à venir au Centre LGBT au 1er étage, dans la Bibliothèque. Nous serons heureux de vous y rencontrer.

Contact: *Thomas Fouquet-Lapar, 0619640391*

9 - USA : La réforme de la santé contre un amendement anti-avortement !

La Chambre des représentants américaine a adopté samedi soir - par un vote serré - un plan de réforme de la couverture santé aux Etats-Unis, offrant au président Barack Obama une première victoire au Congrès sur cet ambitieux projet politique. Peu après, M. Obama a salué le vote historique de la Chambre et s'est déclaré "absolument confiant" sur l'issue d'un prochain scrutin au Sénat. Le président espère ensuite promulguer la loi "d'ici la fin de l'année"...

En revanche, elle a adopté, par 240 voix contre 194, un amendement proposé par un groupe de démocrates anti-avortement, visant à renforcer l'interdiction de l'utilisation de fonds publics pour les avortements, une mesure appréciée côté républicain.

La querelle sur l'IVG, a failli coûter cher à la majorité qui jusque très tard dans la journée de samedi n'avait pas la certitude d'avoir les 218 voix sur 435 nécessaires à l'adoption du texte.

Les élus de la chambre basse ont approuvé le texte d'environ 2.000 pages, par 220 voix contre 215, à l'issue de 12 heures de débats.

COLLOQUES - REUNIONS, MEETING...

10 - Mardi 17 novembre - Soirée débat à l'initiative du Collectif «Pas de bébés à la consigne ! »

Le débat se nomme « Enjeux pour la qualité des modes d'accueil et de la scolarisation des jeunes enfants » avec : Marie-Laure Cadart, médecin anthropologue, sur la qualité d'accueil des tout-petits. ; Christine Passerieux, conseillère pédagogique et responsable du Gfen, sur les enjeux de l'accueil et de la scolarisation des 2/3ans ; Hélène Périvier, économiste à la Fondation nationale des

sciences politiques, sur la conciliation vie familiale/vie professionnelle.

19h30 Salle Jean Dame, 17 rue Léopold Bellan - 75002 Paris - Métro Sentier

<http://www.pasdebebesalaconsigne.com/>

11 - Changement climatique et populations : J-30 avant le sommet de Copenhague

Le Planning Familial et Madame Danielle Bousquet - députée des Côtes d'Armor, vice-présidente de l'Assemblée nationale et membre du comité exécutif du Forum parlementaire inter-européen sur la population et le développement (IEFPD) - ont le plaisir de vous convier à la présentation du rapport du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) sur : L'état de la population mondiale 2009. Face à un monde qui change: les femmes, la population et le climat

Mercredi 18 novembre de 16h à 17h30, Au Salon Mars III de l'Assemblée Nationale, 101, rue de l'Université, en présence d'Yves BERGEVIN, Conseiller principal du Fond des Nations Unies pour la Population à New-York

Le groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques reconnaît l'importance de la rapidité et de l'ampleur de la croissance démographique récente sur l'accroissement futur du volume des émissions de gaz à effet de serre. Cela ne doit pas pour autant justifier le retour en grâce des thèses néo-malthusiennes. L'amélioration de l'accès à la santé sexuelle et reproductive, y compris la planification familiale volontaire et la promotion de l'égalité des sexes sont essentielles au bien être des individus et à la stabilisation de la population mondiale.

Parce qu'elles sont plus pauvres, qu'elles ont moins de contrôle sur leur propre existence, que leur productivité économique est moins reconnue et qu'elles supportent de loin la charge la plus lourde dans la procréation et l'éducation des enfants, les femmes affrontent des défis additionnels en matière de changement climatique. La dimension sexo-spécifique est à prendre absolument en considération au moment d'élaborer des interventions pour faciliter l'adaptation aux changements climatiques selon le groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques.

Merci de bien vouloir vous inscrire avant le vendredi 13 novembre à l'adresse suivante:

danielle.bousquet.vp@gmail.com

12 - 5eme Rencontre « Femmes du Monde en Seine-Saint-Denis » dans 20 villes du département

Le sexisme n'est pas un cadeau : journée professionnelle à St Denis lundi 23 novembre : « La lutte contre les violences faites aux femmes est une priorité politique. C'est pourquoi, avec Jean-Charles Nègre, Vice-Président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, j'ai souhaité que cette cinquième édition s'inscrive dans des nouvelles actions, toujours plus innovantes, afin de mieux protéger les femmes en très grand danger, pour mieux les accompagner à leur autonomie. » Claude Bartelone, président du Conseil général, député de Seine St Denis.

Réservation auprès de l'Observatoire des violences envers les femmes du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, Direction de la prévention et de l'action sociale, Tel. : 01 43 93 41 93, Fax : 01 43 93 41 99, Mail : eronai@cg93.fr

13 - Spectacles et palabres, Association Libres terres des femmes

L'association Libres terres des femme vous invite le jeudi 26 novembre 2009 de 18h30 à 22h à des «spectacles et palabres» pour l'élimination des violences faites aux femmes.

Débats, Démonstration de self-défense avec Kevin, Projection du clip contre les injures sexistes de Sophie Cantier, Spectacle de danse par Hélène Marquié, One-woman-show "Babette femme parfaite" par Céline Giusiano

Entrée gratuite - Buffet solidaire. Centre d'animation Curial, 90 rue Curial 75019 Paris , Méro Curial ou Corentin Cariou, Contact : Hélène Dureux 06 62 76 00 45, <http://www.ltdf.fr>

14 - Deux soirées-débats à l'Espace Simone de Beauvoir - Nantes

- Mardi 24 novembre à 19 heures ; *Faut-il autoriser la pratique de la mère porteuse ?*

A cette question, deux voix se détachent dans cette controverse. Il y a celles et ceux qui sont

opposées-és à l'instrumentalisation du corps et les partisans-ans des libertés individuelles. Afin que chacunes-uns d'entre nous puisse se forger une opinion, nous invitons Yvette Roudy - Assemblée des Femmes - et Nathalie Boudjerada - Comité de soutien pour la Légalisation de la GPA - Gestation Pour Autrui- et l'Aide à la Reproduction Assistée - à venir échanger sur le sujet.

- Mardi 8 décembre : La Burqa et la République : Les associations féministes condamnent le port du voile intégral. Le débat sur la nécessité de légiférer reste cependant ouvert. Une telle loi serait liberticide pour les unes-uns et un garde-fou indispensable à la liberté des femmes pour les autres. Anne Zelensky - Ligue du droit des femmes - et Sofia Lebdi - Insoumis-es - ont accepté de venir échanger avec nous sur ce sujet.

Espace Simone de Beauvoir, 25, quai de Versailles, 44000 Nantes, 02 40 12 15 18
secretariat.espace.de.beauvoir@wanadoo.fr

15 - Etudes féministes et études sur le genre en 2009 - Colloque ANEF

A l'occasion de ses 20 ans, l'Association Nationale des Etudes Féministes organise le samedi 5 décembre 2009 une table-ronde, intitulée : « Etudes féministes et études sur le genre en 2009 »

Les missions de l'ANEF : Depuis 20 ans, l'Association Nationale des Études Féministes a pour vocation de : Regrouper les enseignantes, les chercheuses, les étudiantes et toutes celles qui effectuent, dans diverses disciplines, des recherches et des enseignements féministes dans et hors institution ; Agir pour le développement des études féministes dans l'enseignement, la formation, et la recherche ; Diffuser et valoriser leurs travaux en France et à l'étranger au moyen de publications, colloques, séminaires, rencontres, annuaires ; Défendre leurs intérêts professionnels et lutter contre les discriminations sexistes ; Participer aux réseaux européens et internationaux d'études féministes.

¥ *Pourquoi cet événement ?* Si la recherche sur le genre est particulièrement dynamique, elle se heurte encore parfois à un certain discrédit de la part des instances d'évaluation, tandis que les enseignements sur ce thème restent peu visibles et difficiles à recenser. Par ailleurs, si des liens existent entre les féministes académiques et celles agissant dans les associations ou les structures institutionnelles oeuvrant pour l'égalité entre femmes et hommes, ceux-ci méritent d'être renforcés. La coordination et la visibilité de la recherche féministe et des études sur le genre doivent encore être consolidées et confortées.

A l'occasion de ses 20 ans, l'Association Nationale des Etudes Féministes (ANEF) souhaite réunir les diverses actrices de l'enseignement supérieur et la recherche engagées dans les études sur le genre ainsi que les associations et institutions agissant en faveur de l'égalité entre femmes et hommes afin de réaliser un état des lieux de l'institutionnalisation des études féministes et d'organiser en 2010 des états généraux des études féministes.

¥ Objectifs de la table-ronde : L'ANEF vous propose de participer à une table ronde, le samedi 5 décembre 2009, à Paris, où seront présents l'ensemble des partenaires engagé-e-s sur ces questions.

Les thèmes suivants seront discutés en séance plénière le matin : le développement des enseignements, la structuration des recherches, la diffusion des savoirs féministes, l'organisation en réseau des chercheuses, enseignantes, doctorantes...

L'après-midi, chaque atelier thématique fixera des objectifs de travail en vue des états-généraux de 2010.

Axes de réflexion : Les interventions en séances plénières et les ateliers porteront sur les questions suivantes :

- L'enseignement : Dans quelle mesure les enseignements féministes se sont-ils imposés dans les offres de formations des établissements d'enseignement supérieur ? Dans quelles disciplines ? Où sont les résistances et quelles formes prennent-elles ? Qu'en est-il dans l'enseignement primaire et secondaire ?

- La recherche : Qu'en est-il de la reconnaissance des recherches féministes sur le genre par les institutions de financement de la recherche ? Prennent-elles en compte la perspective de genre et comment le font-elles ? A quels enjeux les supports de diffusion des recherches féministes (revues,

collection d'édition) doivent-ils faire face ? Quels sont les réseaux mettant en lien toutes les actrices des études féministes ?

- L'égalité entre hommes et femmes dans l'espace académique : Quelles sont les politiques institutionnelles mises en oeuvre pour promouvoir l'égalité professionnelle dans le monde académique ? Comment sont évaluées les enseignantes et chercheuses féministes ? Subissent-elles des discriminations directes ou indirectes ? Quels sont les dispositifs institutionnels de lutte contre les violences et le harcèlement sexuel au travail et dans la formation initiale ?

- Les liens entre la recherche et les structures institutionnelles : Quels sont les liens entre la recherche féministe, les associations féministes et les pouvoirs publics ? Comment développer des partenariats sur le long terme ? Comment fédérer les études féministes et sur le genre pour qu'elles occupent mieux leur place dans le partenariat existant entre les féministes institutionnelles, les féministes militant dans les associations et les chercheuses féministes ? Comment organiser un partenariat entre ces différentes sphères visant l'institutionnalisation de l'espace de la cause des femmes ?

Si vous souhaitez participer à cette journée, merci d'adresser un mail à : contact@anef.org

16 - Revisiter la querelle des femmes : les discours sur l'égalité/intégralité des femmes et des hommes, de la renaissance aux lendemains de la révolution française

La SIEFAR (Société Internationale pour l'Étude des Femmes de l'Ancien Régime), l'IHMC (Institut d'Histoire Moderne et Contemporaine) et l'Université de Columbia à Paris organisent le second colloque international consacré aux discours sur l'égalité/inégalité des femmes et des hommes sous l'Ancien Régime.

Ce colloque s'inscrit dans un programme scientifique pluriannuel visant à faire progresser nos connaissances sur l'abondante production de discours sur les femmes, les hommes et leurs relations, depuis la Renaissance jusqu'aux lendemains de la Révolution française. Le premier colloque, tenu en novembre 2008, était consacré à la période 1750-1810. Le troisième, à l'automne 2010, couvrira les années 1400 à 1600. Le programme se conclura en 2011 par un colloque à visée comparatiste, englobant l'ensemble de l'Europe et mettant l'accent sur la circulation des idées dans cet espace. Ces rencontres s'accompagneront de diverses publications, traditionnelles ou en ligne, d'articles, de textes et de documents témoignant de l'ampleur de la « querelle des femmes ».

L'ensemble devrait permettre, par la mise en commun d'approches de spécialistes de différentes périodes et de différentes disciplines, de mieux comprendre l'évolution d'un débat qui a accompagné, justifié, préparé les transformations politiques et idéologiques de cette longue période, et marqué de son sceau une grande partie de l'histoire contemporaine.

Vendredi 20 novembre 2009

9h15 : accueil des participant-es, ouverture, discours

- Marie-Frédérique Pellegrin, Université Lyon 3) : « Poulain de la Barre : champion de l'égalité moderne ? »

- Séverine Genieys-Kirk, Université d'Édimbourg : « Madeleine-Angélique Gomez, une militante oubliée : "J'ai beau prendre la plus éclatante de mes voix, les hommes ne veulent point l'entendre" »

- Marie-Françoise Bosquet, Université de La Réunion , « Utopies et discours sur l'inégalité entre femmes et hommes (1676-1750) »

- Guyonne Leduc, Université de Lille III, : « De la "belle question" à la démarche cartésienne de l'égalité des sexes : la spécificité novatrice des idées de Poullain de la Barre, de leur publication incomprise (1673) à leur retour incognito d'Angleterre (1749-1751) »

- Jutta Hergenhan, Université libre de Berlin : « Enjeux linguistiques et rapport des sexes au début du XVII^e siècle : la querelle des femmes vue à travers la formation du français classique »

- Fabrice Chassot, Université Toulouse 2 Le Mirail : « Le savant et la marquise : vulgarisation des sciences et querelle des femmes »

- Patrick Snyder (Université de Sherbrooke) : « L'amitié femme-homme dans l'Ancien Régime : une quête

d'égalité » je ne sais pas

Droit, religion

- Nicole Dufournau, (Centre d'Études Supérieures de la Renaissance, Tours : « Comment rendre les femmes obéissantes ? La réponse du juriste Pierre Hévin et des magistrats bretons (1602-1683) »

- Constance Lacroix (Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis) : « Une voix jacobite dans la querelle des femmes : Jane Barker, ou l'approche polyphonique du genre »

- Marie-Elisabeth Henneau (Université de Liège) : « Du cloître au monde : discours de clercs et réponses de nonnes à propos des inégalités hommes-femmes dans l'Église au 17^e siècle »

Samedi 21 novembre 2009

Réceptions et figures

- Marion Lemaignan, Institut Universitaire Européen de Florence, : « Du modèle de l'Héroïne à l'Amazone extraordinaire Christine de Suède et les pamphlets français du XVII^e siècle »

- Rotraud von Kulesa (Université Albert Ludwigs, Freiburg im Breisgau,) : « La Querelle des femmes et la littérature de sociabilité entre 1700 et 1750 »

- Charlotte Simonin, Lycée L. Armand, Eaubonne, : « Au seuil du féminisme ? Les discours sur l'égalité/inégalité des hommes et des femmes dans les peritextes féminins de 1600 à 1750 »

- Sophie Vergnes, Université de Toulouse Le Mirail, : « Le discours sur l'égalité/inégalité des femmes et des hommes dans les mazarinades : entre réflexe misogyne et tentation émancipatrice »

12h-12h30 : Zoé Schweitzer, Université Jean Monnet, Saint-Étienne, : « Médée, une femme comme les autres ? Quelques idées sur les mères et la maternité à partir du cas de Médée »

Les vendredi 20 novembre 9h30 - 18h et samedi 21, 9h30 - 12h30, Université de Columbia, Centre Reid Hall, 4 rue de Chevreuse, 75006 Paris

Coordination Française Marche Mondiale des Femmes

25/27 rue des Envierges 75020 Paris - Tél : 01 44 62 12 04 ; 06 80 63 95 25

mail : marchfem@rezisti.org, sites : www.mmf-france.fr ; www.marchmondialedesfemmes.org